

7 jours en politique

→ GRAIN DE SEL

C'est une obscure élue divers droite de Juvisy-sur-Orge qui a remis cette semaine le couvert avec des injures racistes contre Christine Taubira sur Facebook : « C'est pitoyable d'avoir une telle ministre de la Justice. Elle vient de Cayenne, là où il y avait un bain, qu'elle reparte là-bas, vu qu'elle a toujours détesté la France... »

Aussitôt, Manuel Valls est monté au

créneau, une habitude, devant le déferlement : « Ça suffit. Il faut qu'il y ait bien plus que de l'indignation. Il faut que chacun prenne conscience que des digues se sont brisées ces dernières années... »

Gérard Larcher, le sage président du Sénat, n'est pas en reste : « C'est insupportable. Ce n'est pas ma manière de faire de la politique. Je ne suis pas en

Insupportable

accord avec un certain nombre de ses choix, notamment en matière pénale, mais je respecte les personnes », rappelant « à ceux qui ne le savent pas que Cayenne c'est la France et que la Guyane apporte à la France l'indépendance spatiale » avec la base de Kourou.

L'insulte qui est la négation de l'autre et les stratégies de harcèlement

sont inacceptables. Depuis quelque temps dans un contexte exacerbé de crise, on assiste à une violence verbale hors-norme, très individualisée, amplifiée par les réseaux sociaux qui assurent notoriété et impunité et un racisme, un antisémitisme et une homophobie décomplexés. La haine déversée appelle à une vigilance de tous les instants, une pédagogie du respect de l'autre sans cesse réaffirmée et au passage implacable de la loi.

Claude Lesme

→ TENDANCE

Revisiter l'histoire ?

L'ex « visiteur du soir » de Nicolas Sarkozy, l'économiste Alain Minc, avance un diagnostic/pronostic (ou enfonce une porte ouverte) pour 2017 : « Je ne veux à aucun prix d'un duel Hollande/Le Pen dans la mesure où je suis persuadé que Marine Le Pen peut gagner. » Le deuxième tour de la partielle du Doubs a été éclairant sur ce point – du moins pour ceux qui n'avaient pas encore compris l'ampleur du phénomène FN sous Marine Le Pen. Minc qui semble aujourd'hui soutenir Alain Juppé, au profil rassembleur dans l'hypothèse d'un second tour face à la candidate du FN, n'évoque pas l'issue d'un autre cas de figure, un second tour Sarkozy/Le Pen. Qui peut affirmer que l'histoire passera les plats de 2002 ?

Jean-Charles Saintonge

→ ILS L'ONT DIT



« Tous les jours, il nous en sort une [...]. Le Premier ministre nous dit qu'il a peur. C'est pas rassurant. »

NICOLAS SARKOZY
Président de l'UMP

RÉFORMES ■ Agnès Verdier-Molinié veut éviter le mur du déficit

Un libéralisme assumé

Avec son livre qui fait l'actualité On va dans le mur... Agnès Verdier-Molinié tire la sonnette d'alarme pour une France qui a un besoin urgent de se réformer.

Claude Lesme
claude.lesme@centrefrance.com

Sourire avenant et caractère bien trempé, Agnès Verdier-Molinié, 36 ans, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, est partie en croisade contre l'État mal géré et trop dépensier. À côté, Alain Madelin, qui fut en son temps le chantre du libéralisme à la française, passerait presque pour un enfant de chœur.

Agnès Verdier-Molinié qui a puisé ses sources au plus profond des rapports de l'État sur lui-même dresse le best-of des anomalies et des verrous d'une société en mal de réformes. Elle dénonce pêle-mêle un pays qui croule sous la dépense publique, le poids des impôts, les fonctionnaires, forcément, trop nombreux, l'empilement des responsabilités, les mille-feuilles administratifs et territoriaux : « J'ai voulu démontrer qu'au lieu de réformer, on a empilé. »

« Ras-le-bol fiscal »

Et d'expliquer : « En ne voulant jamais définir qui fait quoi, on a accumulé les responsabilités et engendré des doublons à grande échelle qui nécessitent un nombre considérable d'agents. Au final, les Français sont lassés de payer très cher un système



CROISADE. Agnès Verdier-Molinié traque la dépense publique.

mal géré, complexe, qui manque d'efficacité et qui provoque un véritable ras-le-bol fiscal. »

Avec 5,3 millions de fonctionnaires pour une masse salariale de 262 milliards d'euros, la France consacre 58 % de sa richesse nationale à la fonction publique d'État ou territoriale. C'est beaucoup trop pour Agnès Verdier-Molinié : « Paradoxalement, l'État a moins embauché dans ses missions régaliennes comme la sécurité, l'armée et la justice que les collectivités territoriales qui se sont lancées dans des créations massives d'emploi, notamment dans le social, le tourisme ou la culture avec à chaque fois une dilution des responsabilités avec l'État et les prestataires. »

Et Agnès Verdier-Molinié

de mettre en exergue la situation de l'Éducation nationale : « On n'a jamais autant dépensé d'argent pour l'éducation et pourtant jamais le mécontentement des parents n'a été aussi grand et nos classements internationaux médiocres. Il faut réformer en introduisant comme en Suède ou en Allemagne plus de flexibilité et de mobilité. Il faut ramener au plus près des gens la gestion de l'éducation qui est une mission essentielle mais pas régalière. Plus d'autonomie doit être octroyée aux chefs d'établissement et aux équipes éducatives et il me semble qu'il faut en finir avec les embauches des enseignants sous statut de fonctionnaires. L'enseignement privé peut servir de laboratoire. »

Toujours pour tailler dans la dépense publique après un « indispensable effort de rationalisation » et de fusion entre collectivités territoriales et administrations, Agnès Verdier-Molinié propose un remède de cheval : « Je préconise un gel des embauches de fonctionnaires pendant cinq ans qui permettrait de supprimer 630.000 postes et d'économiser 15 milliards d'euros. » Le mille-feuille territorial est une autre citadelle à prendre pour la directrice de l'IFRAP : « Ramener le nombre de communes de 36.769 à 5.000 serait souhaitable car les petites communes ne sont pas maintenues pour les usagers et à l'heure du numérique, il y a encore 54.000 points d'accueil du public. »

« Ni droite ni gauche »

De la fin des 35 heures, des politiques sociales trop automatiques, de l'unification des contrats de travail entre le public et le privé et de la mise en place d'un système unique de retraites, Agnès Verdier-Molinié pourrait servir de boîte à idées pour une droite démunie, ce dont elle se défend avec vigueur : « Je suis indépendante. La réforme n'est pas une question de droite ou de gauche et la droite n'est pas toujours la mieux placée pour réformer. La ligne de fracture est plutôt entre réformateurs et conservateurs et ils sont présents dans les deux camps. »

➔ **À lire.** *On va dans le mur...* par Agnès Verdier-Molinié, chez Albin Michel, 19€.

→ VU D'AILLEURS

telegraph.co.uk

Euro Waterloo, morne pièce ! Le quotidien britannique moque la France qui a fait barrage à l'émission d'une pièce de 2 € célébrant la bataille de Waterloo, perdue par Napoléon. Dommage, se lamente un député anglais, car Waterloo a « évité la création d'un super-État européen ».

lastampa.it

Le quotidien turinois évoque la garde à vue de Claude Guéant et le financement de la campagne 2007 de Sarkozy, en termes peu amènes et conclut : ce qui domine la politique française, c'est « l'assentiment » envers Marine Le Pen et, « vues les divisions de la droite », la figure d'un Hollande « ultime rempart » au FN. Mais « la route vers 2017 est encore longue et assurément pleine de pièges ».

frankfurter.de

« L'offre crée la demande. » Le quotidien de Francfort rappelle le « spectaculaire aveu » de Hollande prenant un virage économique à 180°, voici un an, en s'éloignant « lentement du cap économique erroné du début de quinquennat ». « Après le débat épuisant sur la loi Macron, il pourrait, dans la perspective de 2017, craindre de nouvelles confrontations politiques. Ce serait fatal, car la France a besoin de plus de réformes, qu'elles soient qualifiées de libérales ou pas. »

corrieredellasera.it

Le milanais n'a pas été insensible au panneau affiché à l'entrée de Bretenière, près de Dijon : « Il reste encore des enfants à écraser, vous pouvez accélérer. » « Aux maux extrêmes, les remèdes extrêmes », écrit-il, sans trop se faire d'illusions.

Jean-Charles Saintonge

FLUX ET REFLUX. Entre deux vagues.

Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, a affirmé sentir qu'une « vague immense était en train de se former », à quelques jours du premier tour des départementales. La métaphore n'est pas nouvelle dans sa bouche. Pendant la présidentielle de 2012, à la une du JDD s'étalait le titre de son interview : « Je sens monter la vague ».

Les maires FN

73% des administrés de communes dirigées par le FN se disent satisfaits de leur maire, 58 % le jugeant « sectaire », 34 % étant « choqués » par certaines mesures prises (sondage Ifop).

→ FRANÇOIS DE RUGY : « JAMAIS »



AVERTISSEMENT. EELV tanguer. Le coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée « n'acceptera jamais » que « l'écologie se dilue dans un mouvement de la gauche de la gauche », après le plaidoyer de Duflot pour « l'émergence d'une nouvelle force politique ». On « se calme », commente la patronne d'EELV, Emmanuelle Cosse. ■